

Le rêve d'A. Storck est d'augmenter fortement les frais d'inscription (dans un premier temps les doubler), pour tou.te.s les étudiant.e.s. L'UTC ayant toujours fixé ses frais d'inscription au niveau du plafond imposé par l'État français, celui-ci fait du lobbying afin de l'augmenter. D'ailleurs, d'après A. Storck, si un.e étudiant.e devait restituer 3000 euros à l'UTC, ça ne constituerait pas un endettement, celui-ci envisage même de le/la faire travailler : « Une convention entre la collectivité et l'UTC préciserait les tâches à faire par cet étudiant et la contrepartie versée à l'UTC. »<sup>7</sup>

On peut mettre de côté les UV d'éthique. Le fait que l'UTC fasse des choix structurels en se basant sur une logique plus compétitive qu'éducative n'est plus à démontrer : entrée dans le PRES Sorbonne en 2010 (« objectif : rivaliser avec les meilleures universités du monde. »)<sup>8</sup>, montage des pôles de compétitivité<sup>9</sup>, rattachement de l'UTC à la Sorbonne...

Cela faisait longtemps que l'envie me titillait d'écrire sur l'UTC. Non pas pour dire que les autres facs/universités sont meilleures. Ces établissements restent dans la logique de mise en compétition et de reproduction des classes sociales. Non pas non plus que tout est pourri, y ayant évolué j'ai dans l'idée qu'une organisation est possible pour s'opposer à ce fonctionnement économiquement libéral et autoritaire. Des valeurs d'autogestion, d'éducation populaire, d'auto-formation, de communisme libertaire et décroissant blabla. Écrit dans un tract, ça reste des mots creux, à nous de leur donner une existence si on ne veut pas être des produits de l'UTC (to be continued).

Plus d'infos, demande de sources, réaction :  
escargots.solidaires@riseup.net  
Plus de textes ? [escargotssolidaires.noblogs.org](http://escargotssolidaires.noblogs.org)



7 Alain Storck, UTC : "L'exigence sur le lien entre technologie et humain, -cette intégration forte, cette double caractéristique-, ne court pas les rues ! ", le nouvel économiste, Patrick Arnoux 17/12/2015

8 (Investissements d'avenir :L'UTC et le PRES Sorbonne Université, lauréats de l'Idex 2 14 février 2012), webintern UTC

9 Le pôle "Industries et agro-ressources" travaille à mettre de la nourriture dans nos anciens réservoirs à essence (« bio-raffinerie ») pour « des finalités industrielles, innovantes et compétitives » . Webintern, rubrique «partenariat et innovation », pôles de compétitivité, décembre 2013 . Pôle dont fait parti l'UTC de 247 millions d'euros, 70 millions venant de l'Etat, le reste des multinationales.

## I) L'UTC, « le banc d'essai du patronat »<sup>1</sup>. [partie 1/2]



La conception de l'UTC (à partir de 1968) est fortement empreinte du gaullisme : imposer le développement technologique et industriel afin de « vaincre par une puissance mécanique supérieure »<sup>2</sup>. En 1971, sous la présidence de Georges Pompidou, le gouvernement fait voter une loi permettant d'avoir des établissements expérimentaux dérogatoires aux autres universités. Un an après, l'UTC était né.

Cette université a été conçue par une équipe d'universitaires, de PDG de multinationales, d'anciens gradés de l'armée, de membres du MEDEF, d'élus, etc. La réflexion est lancée pour concevoir une université autoritaire et économiquement libérale.

« François Peccoud [Ancien président de l'UTC] dit qu'il tient les chefs de département en laisse : les départements ont une autonomie financière faible. »<sup>3</sup>

L'UTC est construit de manière très hiérarchique : un président d'université qui a beaucoup de pouvoir, à la fois vitrine et décisionnaire dans de nombreuses instances de l'UTC. Si logiquement un contrôle par le CA existe, dans les faits le président actuel ne se dérange pas pour porter ses positionnements politiques au nom de l'UTC ou pour annoncer des choses pour lesquelles il n'est pas mandaté, étant donné qu'aucun contre-pouvoir n'existe.

Le Conseil d'Administration... la moitié des membres sont nommé.e.s et non élu.e.s. On accepte qu'une université soit conçue et gérée par des membres de l'industrie. Le président du CA vient du monde des requins, et cela a des conséquences sur les liens que construisent l'UTC. L'ancien président du CA venait de chez Renault. L'actuel, Thierry Morrin, était président directeur général de Valéo avant de devenir membre du CA d'Arkema et président du CA de l'Institut national de la propriété industrielle.

1 Titré le Nouvel Observateur de novembre 1972

2 Compiègne, 1972 : L'université de technologie est-elle enfant de 1968 ? Lequin Yves-Claude et Lamard Pierre. - Fondation Charles de Gaulle, 8 février 2012.

3 Interview de François Peccoud par le Monde le 13 avril 2004

Cette présence des entreprises a des conséquences sur la politique de l'UTC. En effet, on peut observer les impacts des liens resserrés de l'UTC avec les entreprises sur différents plans : la recherche (orientée vers le brevetage par exemple), le financement, « l'approvisionnement » d'un certain nombre d'ingénieur.es stagiaires (« les petites annonces » hebdomadaires des multinationales, la pression poussant à choisir des stages dans de grosses entreprises), les programmes pédagogiques orientés pour ses financeur.euse.s (FQ01 étant l'exemple parfait), etc.

« Elle [La chaire d'enseignement et de recherche] permet à un industriel de confier à l'université la formation spécifique à ses besoins et ainsi d'externaliser sa formation professionnelle. Elle permet en retour à l'université d'avoir un supplément de ressources pour adapter sa formation à des besoins spécifiques exprimés légitimement par une profession dépassant les critères de formation habituelle. »<sup>4</sup>

### Apprendre la technologie pour développer le système capitaliste

**On cherche des solutions technologiques à des problèmes sociaux** générés par le système. Et voilà qu'on se met à défendre la société capitaliste, en utilisant sa logique.

Un incinérateur pollue ? On trouve des nouveaux filtres ou on transforme génétiquement des peupliers pour réabsorber la pollution. Cela permettra d'avoir de plus gros incinérateurs pour « revaloriser » (= brûler) encore plus de déchets, et avoir d'autant plus de pollution.

Les travailleur.euses ne sont pas bien sur leur lieu de travail ? Pas de remise en question de l'enrichissement des actionnaires ou du « travailler plus pour travailler plus ». Une remise en cause sociale demanderait de changer notre rapport au salariat, les cadences, le temps de travail, etc. mais nous, nous sommes éduqué.e.s à optimiser la chaîne. Résultat : nous augmentons le profit de l'entreprise en ayant bonne conscience car nous avons trouvé une chaise plus adaptée pour le dos de l'ouvrier-ère.

### La neutralité.

Comme nos solutions sont d'ordre technologique, **ce que nous faisons n'aurait pas de conséquences politiques**, nous sommes neutres. Cette croyance nous permet de subordonner d'autres individu.e.s, de travailler dans la grande industrie, le nucléaire, les OGM, l'armée, et nous fait accepter que nos plus proches ami.es contribuent à cela.

La communication de l'UTC alimente le mythe de la neutralité, car tout se vaut en termes « d'innovation », qui mènerait irrémédiablement vers un progrès, vers un mieux. Ainsi, l'UTC se vante sans soucis d'avoir contribué au développement de machines plus productives pour Continental, connu dans le compiégnois pour les licenciements de 1100 employé.e.s, ou encore que le labo Heudiasyc de l'UTC travaille à faire des drones mortifères pour la Direction Générale des Armées.

### L'idéologie de la conquête.

L'UTC doit être la meilleure. « *Notre taille actuelle est légèrement sous-critique si on veut exister à l'échelle européenne, dans une compétition mondiale. [...] il faudrait que l'UTC passe à 8000 étudiants.* »<sup>5</sup>

### Et pour remplir ces objectifs, tous les moyens sont bons.

Comme a dit A. Storck, « il nous faudrait de 5 à 10 millions d'euros de plus pour pouvoir progresser comme il le faudrait. » Pour lui, c'est en partie aux étudiant.e.s étranger.ère.s de payer cette conquête « *Je milite pour le projet de la Conférence des Grandes écoles de faire payer le coût complet de leur scolarité, soit entre 12 et 13 000 euros par an, aux étudiants étrangers* »<sup>6</sup>. En plus d'être xénophobe (cette proposition stigmatisant les étranger-ères), ces propositions poussent à la précarisation de la condition étudiante, et rendent inaccessibles les études pour un grand nombre d'étudiant.e.s.